

à Montreuil, le 14 janvier 2020

« Dans le cadre de la réforme des retraites » le ministre Blanquer invite les syndicats à une parodie de négociations, dans laquelle il propose 500 millions d'euros pour 2021 en échange d'un « calendrier précis sur les missions des enseignants et leur évolution ».

- 500 millions annuels, sur l'ensemble des personnels de l'Education nationale, c'est **40 euros bruts mensuels**.
- La réforme des retraites Macron-Philippe-Berger, c'est **plusieurs centaines d'euros de pension en moins par mois**.
- 400 euros par mois **en moins** de pouvoir d'achat : c'est l'effet conjugué du gel du point d'indice et de l'inflation depuis 2000, pour un personnel de catégorie A.
 - 300 euros par mois pour un personnel de catégorie B
 - 200 euros mensuels pour un personnel de catégorie C

L'article 1 du projet de loi ne trompe personne : « *garantir un même niveau de retraite pour les enseignants et chercheurs que pour des corps équivalents de même catégorie de la fonction publique* », c'est garantir la baisse du niveau des pensions pour tout le monde !

Depuis le 5 décembre, dans de nombreux établissements et services, des AG quotidiennes se tiennent pour décider la grève. Les personnels de l'Education nationale sont aux côtés des cheminots, des salariés de la RATP, de l'EDF et manifestent contre « la détermination du gouvernement » à imposer un système qui fait perdre de 30 à 40% de pension. Ils manifestent contre la remise en cause de leurs droits, de leur statut, dont le Code des Pensions civiles fait partie intégrante.

Pas question d'accepter ce jeu de dupes !

Pour le ministre Blanquer, il faudrait cesser la grève, la défense des revendications, se vendre pour un plat de lentilles, et accompagner la modification de nos carrières, du temps de travail, de nos missions.

La FNEC FP-FO a refusé de se ranger derrière cette mascarade. Avec sa fédération de fonctionnaires la FGF-FO, la FNEC FP-FO s'est adressée au gouvernement pour exiger l'ouverture de vraies négociations portant sur l'augmentation des salaires.

La FNEC FP-FO le dit clairement au ministre : depuis 42 jours les salariés du public et du privé sont en grève, ils sont déterminés. Ils ne sont pas dupes des manœuvres gouvernementales, que ce soit le coup monté entre le Edouard Philippe, la CFDT et l'UNSA sur « l'âge pipeau », ou la pseudo-revalorisation annoncée à l'Education nationale.

AG partout pour amplifier la grève, Retrait de la réforme universelle par points !

Les faire céder sur les retraites, c'est ouvrir la voie à la satisfaction de toutes les revendications. La FNEC FP-FO appelle les personnels à préparer et poursuivre la grève, et à participer massivement aux manifestations interprofessionnelles du 16 janvier 2020.